

N° 43/CA du Répertoire

N° 03 - 204 / CA du Greffe

Arrêt du 17 Mars 2005

Affaire : Soulé CHABI BATA

C/
CCIB

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 26 novembre 2003 enregistrée au greffe de la Cour sous le n°826/GCS le 03 décembre 2003 par laquelle Monsieur Soulé CHABI BATA, candidat national a saisi la Haute Juridiction d'un recours en contestation des résultats provisoires des élections consulaires du 09 novembre 2003 ;



Vu les lettres n°s 1454 et 1455/GCS du 4 décembre 2003, par lesquelles Monsieur Soulé CHABI BATA a été mis en demeure d'une part, de consigner au Greffe sous peine de déchéance et de constituer un avocat ; d'autre part, a été invité à apposer des timbres fiscaux sur les feuillets de sa requête ;

Vu la lettre n°0085/GCS du 13 janvier 2004, par laquelle la requête introductive d'instance ainsi que les pièces y annexées ont été communiquées au Président de la Commission Electorale Nationale de la Chambre du Commerce et de l'industrie du Bénin (CEN-CCIB) pour ses observations et par laquelle il lui a été en outre demandé de préciser à la Cour, la date de proclamation des résultats ;

Vu la lettre n°18/CEN/CCIB/04 du 15 janvier 2004, par laquelle le Président de la CEN -CCIB a transmis ses observations à la Cour ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n°2729 du 30 décembre 2003 ;

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu les statuts de la CCIB ;

Où le conseiller **Joséphine OKRY- LAWIN** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant que Monsieur Soulé CHABI BATTA a introduit son recours conformément aux prescriptions légales ;

Qu'il y a lieu de le déclarer recevable ;



Au Fond

Considérant que le requérant affirme avoir obtenu cinquante sept (57) voix dans les quatre départements du Nord et pour justifier ses dires, a produit le rapport sur les élections consulaires du Dimanche 9 novembre 2003 dans les départements de la Donga et de l'Atacora signé de Monsieur Abdoulaye KOGUI rapporteur de la CED- Atacora / Donga ; qu'il soutient avoir obtenu 15 voix au bureau de vote de Dantokpa ; qu'il ajoute que sans les résultats des postes de vote de Sèmandé et Porto-Novu qu'il n'a pas obtenus, il totalise 72 voix qui lui permettent d'être parmi les 4 élus au plan national ;

Considérant que s'il a suffisamment prouvé les résultats pour les postes de vote des départements du Nord, il ne justifie pas le résultat qu'il prétend avoir obtenu au bureau de vote de Dantokpa ;

Qu'il s'est seulement contenté des déclarations sans en rapporter la preuve par des documents fiables ;

Considérant que la CEN- CCIB a produit les fiches de dépouillement ainsi que des fiches de résultats par secteur et par catégorie faisant apparaître que le candidat Soulé CHABI BATTA a recueilli les voix suivantes :



Natitingou	06
Kandi	03
Banikoara	01
Parakou	40
Djougou	07
Dantokpa	00
Sèlandé	00
Porto-Novo	01

Qu'il apparaît qu'il n'a obtenu aucune voix à Dantokpa ;

Considérant que le Président de la CEN –CCIB a conclu au vu de ses éléments que Monsieur Soulé CHABI BATTA ne peut prétendre être élu compte tenu des résultats obtenus par lui lors du scrutin du dimanche 9 novembre 2003 ;

Considérant au regard des pièces versées au dossier, qu'il y a lieu de constater que les arguments du requérant ne sauraient prospérer et de rejeter ledit recours ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le recours en contestation des résultats provisoires des élections consulaires en date du 26 novembre 2003 de Monsieur Soulé CHABI BATA contre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin (CCIB) est recevable.

Article 2 : Ledit recours est rejeté.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 4 : Les frais sont à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative

PRESIDENT;



Josephine OKRY-LAWIN {
ET {
Victor D. ADOSSOU {

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix sept mars
deux mille cinq, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus
en présence de :

René Louis KEKE

MINISTERE PUBLIC.

Et de Irène O. AÏTCHEDJI

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président


G. ALAYE.-

Le rapporteur


J. OKRY-LAWIN.-

Le Greffier,


I. O. AÏTCHEDJI.-

DE = 2000F

Enregistré à Cotonou le 16/03/06
Fo 07 Case 1328
Reçu Deux mille francs.
L'inspecteur de l'Enregistrement




Antoinette L. AGO